



Déclaration de l'UNSA-Education

CTPD du 9 septembre 2010

Pour l'UNSA-Education, la rentrée 2010 se déroule dans un climat sombre et pesant. Touchés dans l'exercice quotidien de notre métier, attaqués sur le domaine des retraites, et heurtés dans nos convictions citoyennes, les enseignants et plus généralement, les personnels de l'Education nationale, ont le moral en berne.

Nous sommes d'abord touchés dans l'exercice de notre métier. Les écoles maternelles et élémentaires ont été fortement déstabilisées par les réformes Darcos qui perdurent sans faire l'objet d'aucun bilan.

- l'UNSA-Education demande que les programmes 2008 soient revus,
- que les deux années d'aide-personnalisée soient analysées et qu'on en tire les conclusions,
- que le dispositif des évaluations nationales retrouve une cohérence au service des élèves.

Cette mise en panne pédagogique se double d'une mise en panne mécanique par les retraits massifs d'emplois surchargeant les classes et asphyxiant les RASED.

Cette année encore, l'UNSA-Education et le SE-UNSA Marne dénoncent le sort fait aux écoles maternelles qui, par la suppression répétée de postes, n'ont plus la possibilité réelle d'accueillir les enfants de 2 ans. Mais que peut-on attendre d'autre d'un Ministère de l'Education nationale qui préfère rédiger 13 fiches pour supprimer des emplois dans le service public d'éducation plutôt que de bâtir une politique éducative digne d'un pays comme le nôtre.

- l'UNSA-Education réclame l'abandon du dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Ce même dogme qui, soutenu pour l'occasion par les opposants à la pédagogie et sous couvert de mastérisation, a conduit à faire disparaître, en même temps que les IUFM, la formation initiale et continue des enseignants.
- l'UNSA-Education affirme qu'enseigner de la maternelle au lycée est un métier qui s'apprend. Les enseignants sont des professionnels qui doivent être formés et reconnus.

A ce propos l'UNSA-Education dénonce la mise en œuvre de la mastérisation qui ressemble davantage à un bizutage qu'à une réelle formation à un métier d'enseignant de plus en plus exigeant et complexe. Cette épreuve du feu risque fort de mettre en grande difficulté, tant professionnelle que personnelle, de nombreux stagiaires mal préparés à affronter cette réalité.

Nous serons bien évidemment attentifs à la façon dont l'Inspection académique gèrera concrètement leur entrée dans le métier, tant sur le plan de leur « formation » que des points de chute qui leur seront attribués début novembre. Nous souhaitons d'ailleurs des éclaircissements sur ce dernier point, notamment sur l'apparition de postes réservés aux PFS, contrairement à ce qui avait été annoncé...

Deuxième grande source de cause du climat sombre et pesant : notre retraite.

La promesse du travailler plus pour gagner plus s'est traduite en travailler plus aujourd'hui pour gagner moins tout de suite et rien demain. C'est pourquoi, l'UNSA-Education a appelé les enseignants à se mobiliser le 7 septembre avec tous les salariés du public comme du privé contre le projet injuste de réforme des retraites. Pour assurer la pérennité du système par répartition et garantir un haut niveau de pension, nous exigeons une autre réforme qui ne fasse pas porter les efforts sur les seuls salariés.

Enfin, enseignants, attachés aux valeurs de la République qui sont aussi celles de l'Ecole, nous sommes heurtés, choqués par les propos indignes tenus ces dernières semaines au sommet de l'Etat. Des propos qui livrent à la vindicte populaire les gens du voyage, les étrangers, les parents d'enfants délinquants... Aux effets de la crise économique, s'ajoutent ainsi les symptômes d'une dérive politique inquiétante. L'UNSA-Education dénonce cette politique sécuritaire et populiste et invite à signer l'appel citoyen face à la xénophobie et à la politique du pilori.

Vous l'aurez compris, l'UNSA-Education et le SE-UNSA Marne ne resteront pas spectateur du démantèlement du service public et continueront leur combat, à savoir, exiger une autre politique et inciter chacune et chacun à s'engager pour la défense de l'Ecole Publique et Laïque.